Comité Régional de la cgt Centre

Eléments statistiques sur la situation économique et sociale en région Centre Val de Loire

(À partir du rapport de conjoncture du Conseil économique social et environnemental et des rapports statistiques de la DIRECTTE, de l'INSEE, de la Banque de France)

Non, ça ne va pas mieux !

La situation économique sociale et environnementale, en région centre Val de Loire, souffre des mêmes maux qu'au plan national :

- Chômage de masse
- Pression sur les salaires
- Paupérisation de la société en particulier des moins de 25 ans et des plus de 55 ans
- Attaque contre les services publics.

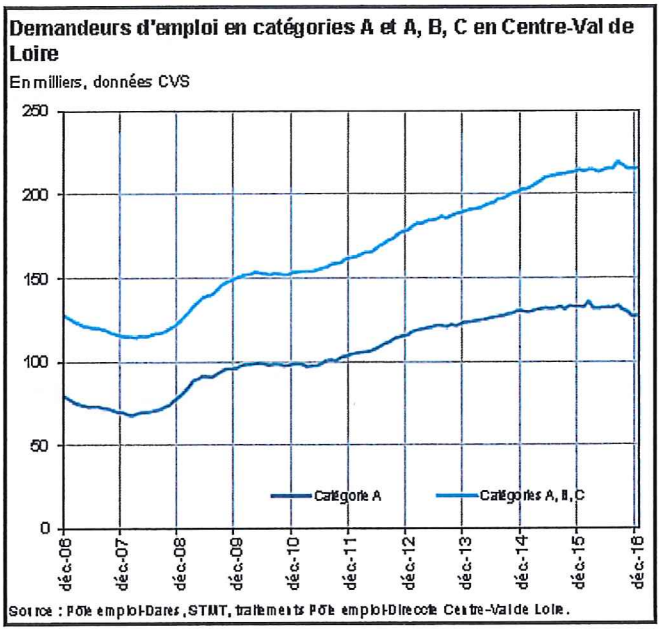
Le Conseil régional a suivi, avec un zèle certain, les grandes orientations du gouvernement visant à faire allégeance au grand capital par des politiques dites « favorables à l'offre». Ce gouvernement a non seulement fait des cadeaux historiques aux entreprises avec la pacte de stabilité et le crédit impôt compétitivité emploi (CICE), entre autres, mais il a cédé avec une honteuse facilité à la pression du capital et des marchés financiers dont l'unique objectif est de favoriser le maintien et l'augmentation des profits face à leur chute tendancielle.

L'emploi

Le seul objectif de François Hollande a été d'inverser la courbe du chômage au lieu d'œuvrer à la création durable d'emplois pour tendre vers le plein emploi solidaire. Malgré les emplois aidés et des formations massives des demandeurs d'emploi, souvent avec des stages bidons, il a échoué à faire baisser le chômage de masse ce qui l'a contraint à ne pas se représenter pour un second mandat, ce qui est historique dans l'histoire de la République.

En Région Centre-Val de Loire : ça ne va pas mieux non plus !!!

Fin décembre 2016, en Centre-Val de Loire, le nombre de demandeurs d'emploi et sans activité (catégorie A) s'établit à 127 410. Ce nombre diminue de 2,6 % sur trois mois (soit –3 420 personnes) **mais il progresse de 4,0 % sur un an.** Il convient de comparer le nombre de personnes en stages **(12.000 personnes en formation sorties des statistiques du chômage)** corrélé à la baisse en trois mois du chômage en région.



En Centre-Val de Loire, en décembre 2016, le nombre de demandeurs d'emploi en catégorie A diminue en Centre-Val de Loire de -10,8% sur 1 an pour les moins de 25 ans, de -4,4% sur un an pour ceux âgés de 25 à 49 ans (en raison des stages proposés par la Région, mais et progresse de +1,2% sur un an pour ceux âgés de 50 ans ou plus.

DEMANDEURS D'EMPLOI DE LONGUE DURÉE (DELD) PARMI LES DEFM DE CATÉGORIES ABC

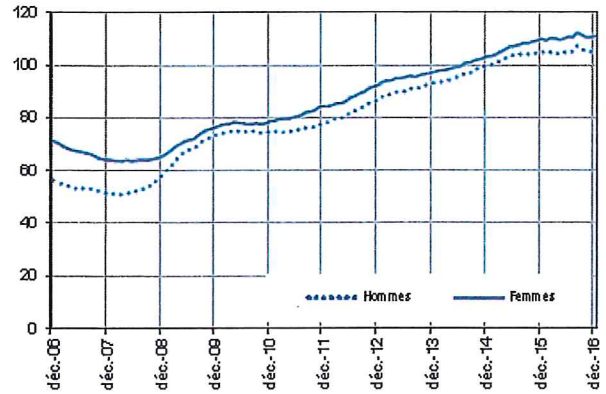
DEFM ABC CVS fin décembre 2016	Cher	Eure-et-Loir	Indre	Indre-et-Loire	Loir-et Cher	Loiret	Centre-Val de Loire	France métro (en milliers et %)
Ensemble DEFM ABC	25 140	35 390	17 680	50 960	26 340	59 940	215 450	5 475,7
DELD parmi les DEFM ABC	12 210	16 660	8 410	22 720	12 410	28 420	100 830	2 411,4
part des DELD	48,6%	47,1%	47,6%	44,6%	47,1%	47,4%	46,8%	44,0%
évol mensuelle	0,2%	-0,4%	0,6%	0,0%	-0,1%	-0,5%	-0,1%	-0,4%
évol annuelle	1,8%	-1,0%	-0,4%	1,6%	-0,9%	-0,2%	0,2%	-2,4%

Source : STMT - Pôle emploi, DARES. Calculs des CVS : Pôle emploi Centre-Val de Loire, DIRECCTE Centre-Val de Loire

Au total, le nombre de demandeurs d'emploi en catégories A, B, C est de 215 450 fin décembre 2016 en Centre-Val de Loire. Ce nombre diminue de 1,0 % sur trois mois (soit –2 090 personnes) **mais progresse de 0,2 % sur un an. En France métropolitaine, ce nombre est stable sur un an.**

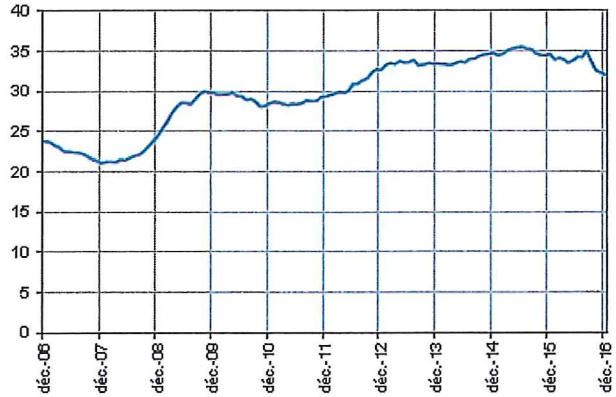
Catégories A, B, C, par sexe

En milliers, données CVS



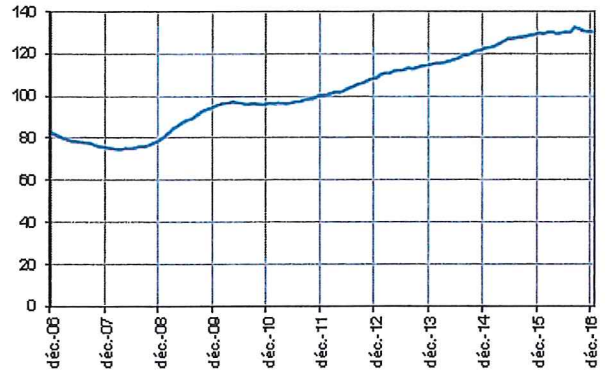
Catégories A, B, C, moins de 25 ans

En milliers, données CVS



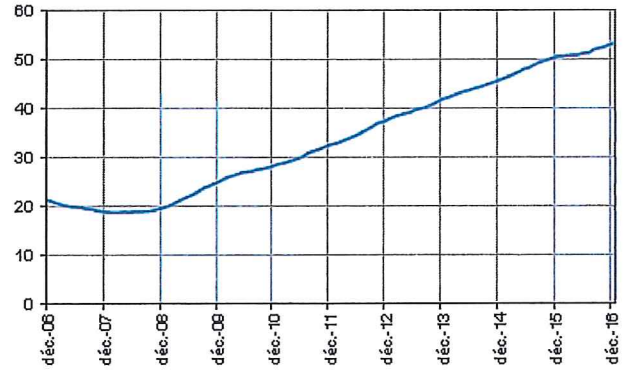
Catégories A, B, C, entre 25 et 49 ans

En milliers, données CVS



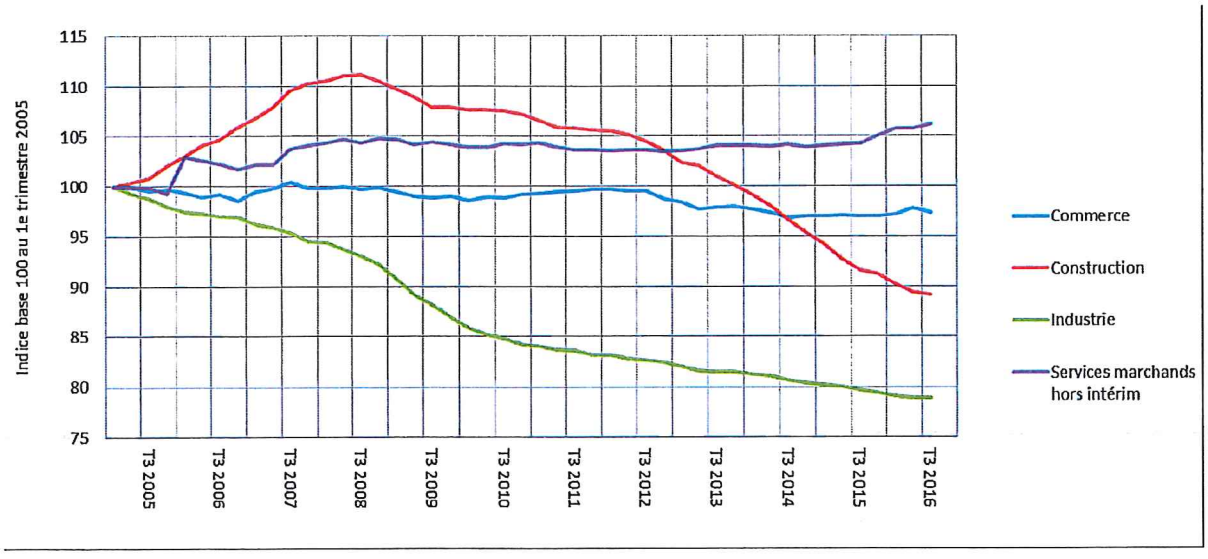
Catégories A, B, C, 50 ans ou plus

En milliers, données CVS

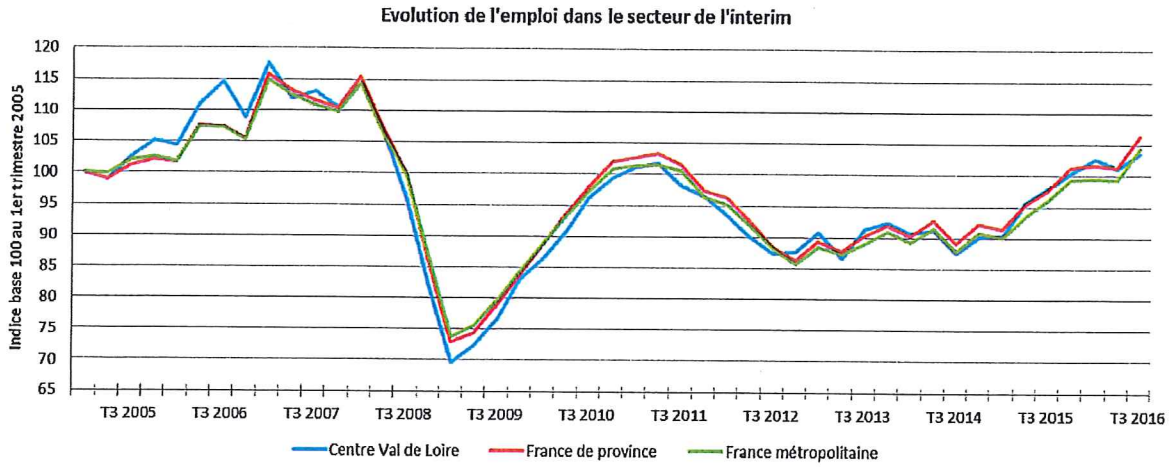


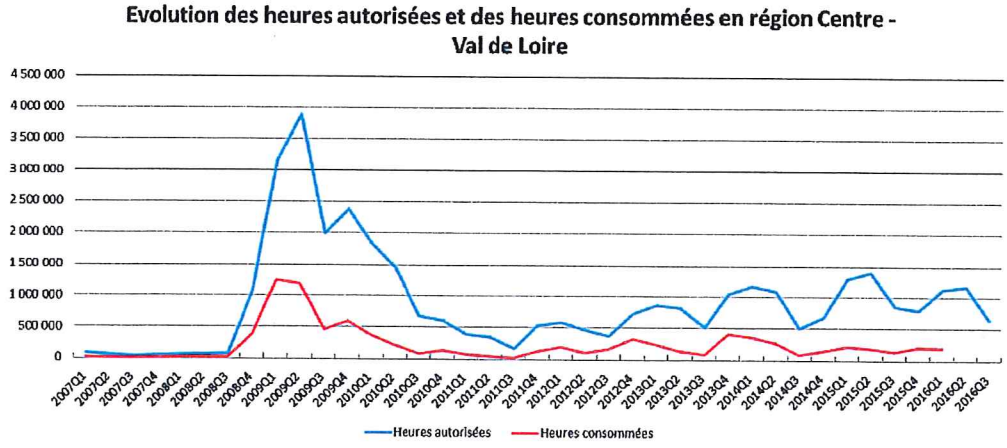
Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Pôle emploi-Direccte Centre-Valde Loire.

Evolution sectorielle de l'emploi : il est à noter la baisse continue de l'emploi industriel



Il est à noter une hausse de l'emploi précaire, notamment de l'emploi intérimaire





Source : DARES

Cette statistique de l'INSEE montre que nos concitoyens n'ont aucune confiance dans la politique actuelle pour lutter contre le chômage de masse.

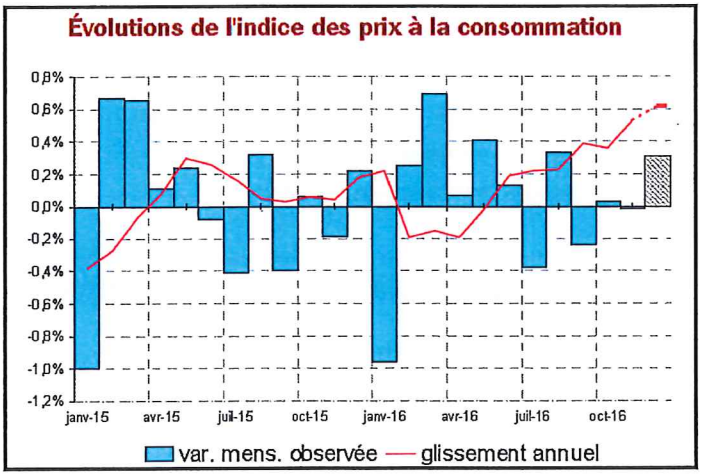
Source : Insee

Ces éléments statistiques montrent l'absolu nécessité de :

- **Baisser le temps de travail à 32H pour travailler tous**
- **Créer une sécurité d'emploi et de formation avec la création d'une sécurité sociale professionnelle**
- **Mener des politiques pour relancer la demande par l'augmentation des salaires et le soutien à l'investissement y compris dans le domaine social (logement, création de structures sociales).**
- **De réindustrialiser la région Centre.**

II – Pressions sur les salaires et sur le pouvoir d'achat

En décembre 2016, les prix à la consommation ont augmenté de 0,6 % sur un an



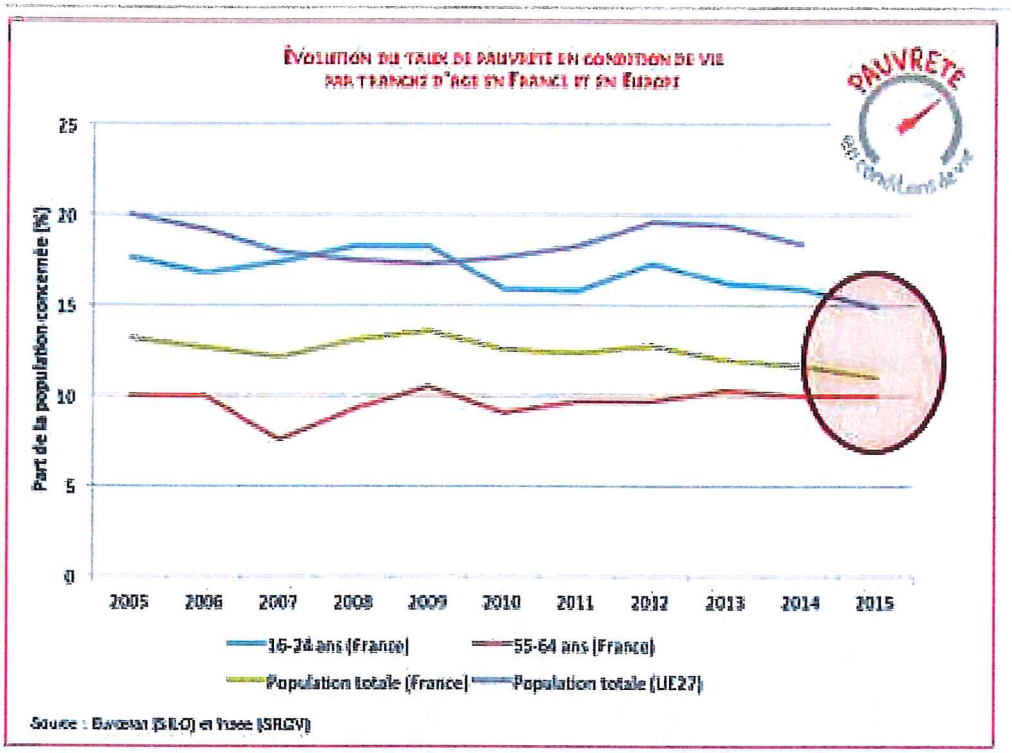
Le pouvoir d'achat est en constante diminution. 60% des revenus sont en dessous du revenu médian, ce qui ne permet pas aux habitants de la région de vivre dignement. Seuil de pauvreté en région Centre : 964 €

Région centre (Source Comptes administratifs départementaux 2015)

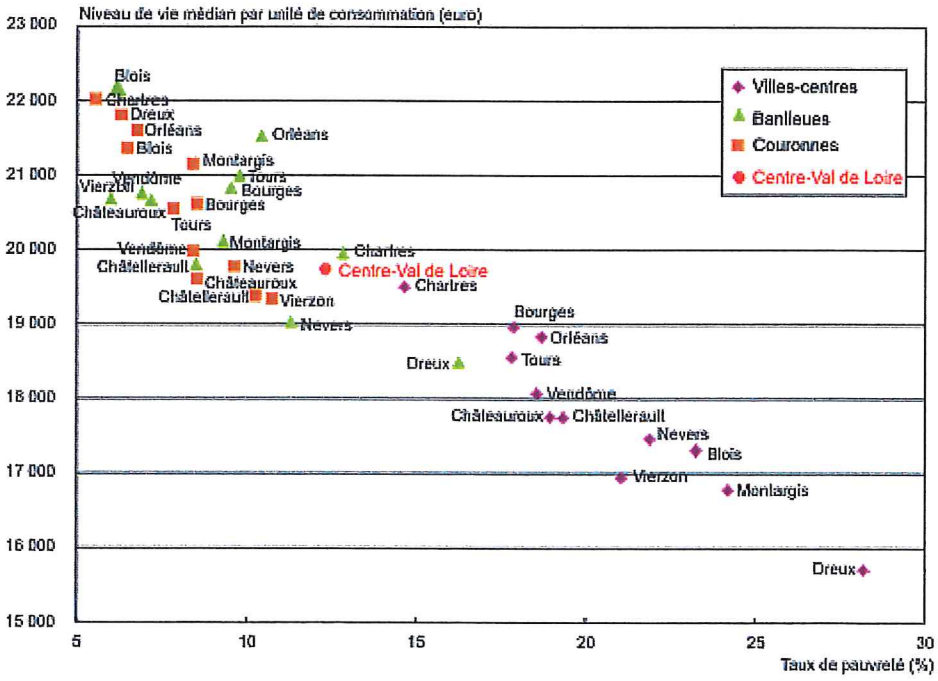
- Cher 1 620 €
- Eure et Loir 1 726 €
- Indre 1 577 €
- Indre et Loir 1 700 €
- Loir et Cher 1 666 €
- Loiret 1 723 €

Les dépenses de consommation des ménages sont quasiment stables (+0,1 % après 0,0 % en 2015, ce qui n'a pas permis une relance de l'activité économique au plan régional comme au plan national.

La paupérisation s'accentue en France, cinquième pays le plus riche du monde et en région Centre Val de Loire, cinquième région la plus riche de France.



Niveau de vie médian par bassin d'emploi



Pauvreté en région Centre

	18	28	36	37	41	45	Centre	France
Ensemble	14,3	11,5	14,3	11,7	12,4	12,6		
<30 ans	NS	18,6	25,1	22,0	21,3	20,9	21,6	22,8
30 à 39	NS	14,0	17,6	13,7	16,2	16,1	15,5	16,7
40 à 49	NS	13,7	17,1	13,5	15,3	14,8	14,9	16,9
50 à 59	NS	10,7	14,6	10,8	11,9	11,1	11,7	14,0
60 à 74	NS	6,8	8,5	6,6	6,6	7,5	7,3	9,3
➢ 75	NS	5,8	10,3	7,1	6,7	5,7	7,0	8,9

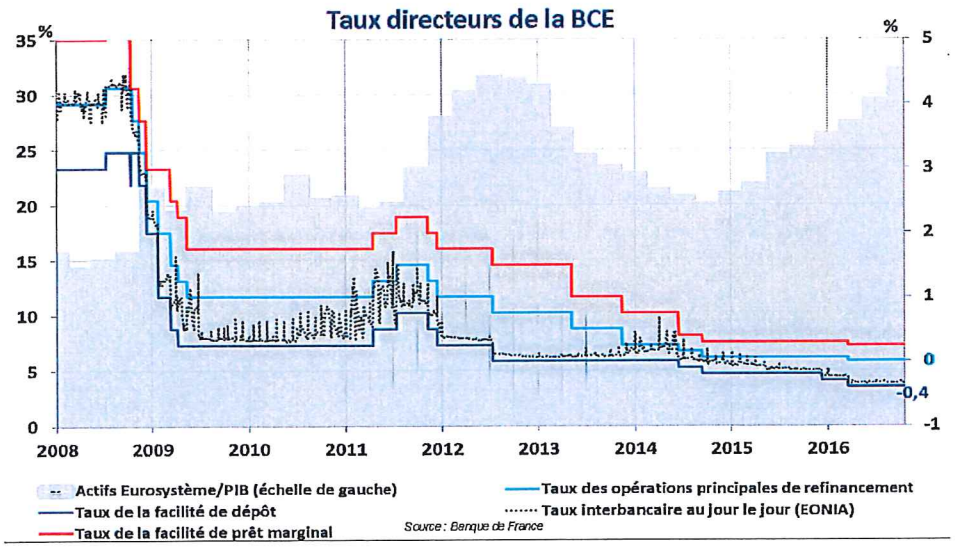
Source Rapport INSEE 2013

Il apparaît donc que 21,6 % des jeunes en région Centre sont pauvres notamment dans le 36 (25,1%), le 37 (22%), le 41 (21,3%) et le 45 (20,9%).

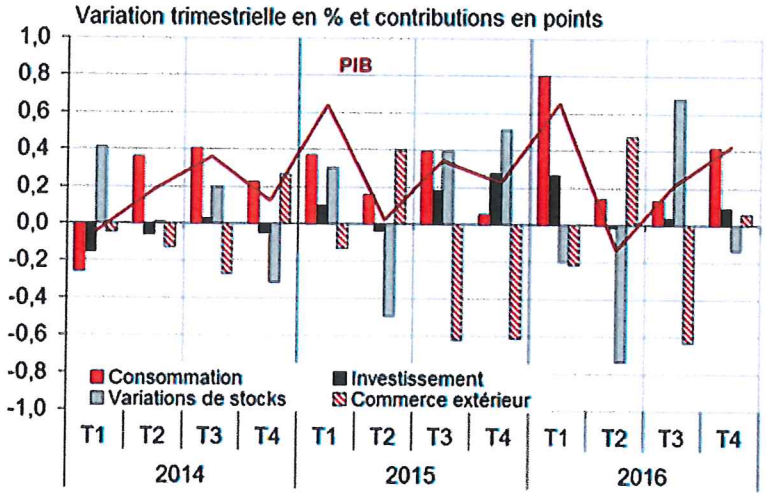
III – La situation économique

Les économies européennes ne se sont pas remises de la grave crise de 2008, crise du capitalisme mondialisé.

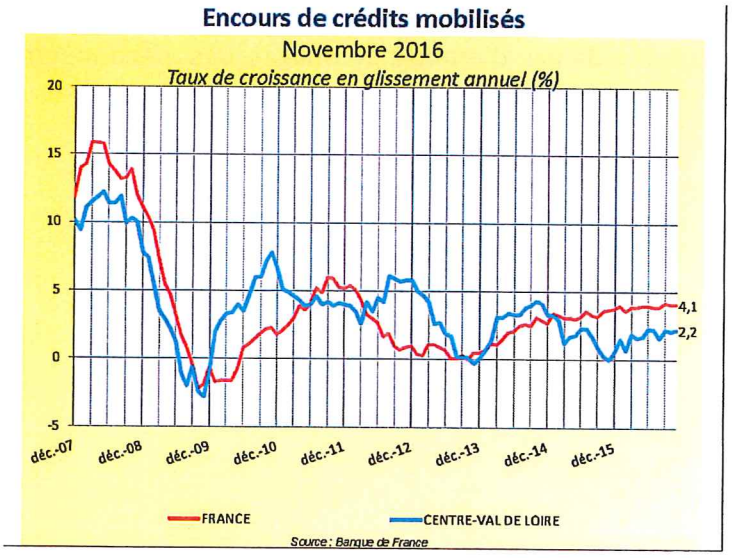
Le soutien au système bancaire, par des politiques accommodantes (quantitative easing) et donc des injections massives de liquidités (1.200 milliards d'euros), a généré de nouvelles bulles spéculatives qui vont entraîner, à brèves échéances, de nouvelles crises monétaires et financières, notamment par la fragilité du système bancaire qui a renoncé à financer l'économie réelle et l'abondance d'emprunts obligataires déconnectés de création de richesses réelles.

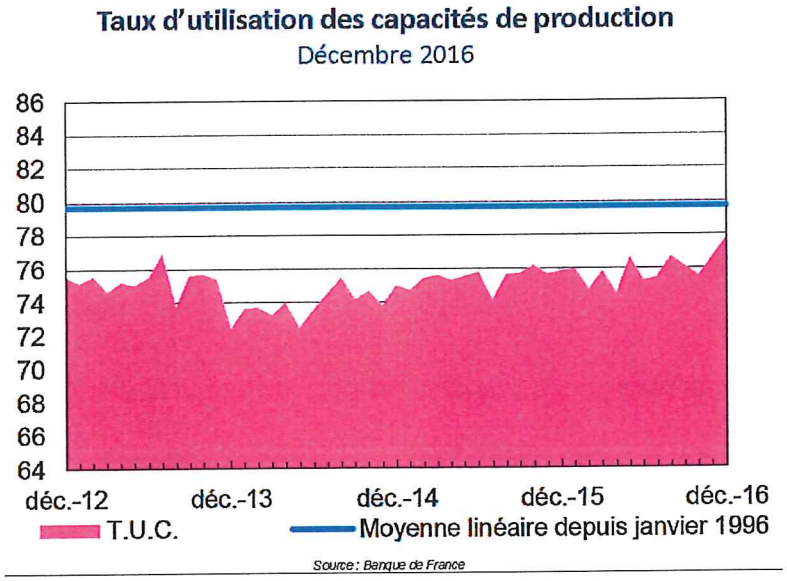


La croissance est faible en France comme dans la zone euro. Dans le contexte capitaliste actuel, toutes les théories s'appuyant sur le retour à des niveaux forts de croissance pour créer des emplois sont mensongères. Sans plans de relance d'au minimum 100 milliards d'euros au plan national, 2 à 5 milliards en région Centre, la croissance sera faible dans les années à venir et le chômage de masse insoutenable.



Il faut noter, en région, la faiblesse de l'investissement et la sous utilisation des capacités de production.





La dette

La dette de cesse de progresser en France. Elle s'élève à 2.160,4 milliards d'euros soit 97,6 % du PIB c'est-à-dire la richesse nationale crée par les travailleurs.

Cette dette s'est accumulée par la baisse continue des recettes fiscales de l'état depuis 40 ans (5 points de PIB).

Cette dette s'explique par le déficit budgétaire qui s'élève à 68,9 milliards d'euros contre 87,2 milliards en 2015.

La baisse s'est faite au détriment des emplois publics et des services publics. La France emprunte auprès des marchés financiers pour combler son déficit d'exploitation.

Cette dette est depuis quarante ans illégitime puisque les « prêteurs » ont pour certains récupérer, par les intérêts d'emprunt, leur capital.

La question n'est pas de faire des économies budgétaires et donc de tailler dans la dépense publique mais d'augmenter les recettes. C'est le combat porté en région et au plan national par la CGT.

Recettes nouvelles	Montant prévu	Explication
Lutter contre la fraude fiscale : 80 milliards	8 milliards par an 27 milliards en 2016	La lutte contre la fraude fiscale demande des moyennes considérables face à des multinationales organisées avec des spécialistes de la défiscalisation

Lutter contre l'évasion fiscale : 60 milliards	6 milliards	La lutte doit s'organiser au plan européen par le contrôle des « tuyaux » qui permettent les flux monétaires
Taxer le capital	24 milliards	
Réduire les niches fiscales	50 milliards	Ces niches ou exonérations des plus riches représentent 115 milliards d'euros
Augmenter les tranches d'impôts sur le revenu	18 milliards	Passer de 5 tranches à 10 voire 14 pour plus de justice fiscale
Moduler l'impôt sur les sociétés	42 milliards	Supprimer le CICE et mettre une fiscalité sélective favorisant l'emploi et l'investissement et sanctionnant les dividendes et les marchés financiers
Baisser la TVA de 20 à 15% et 0 pour les produits de première nécessité	- 35 milliards	
Recettes nouvelles	113 milliards d'euros	Ces ressources nouvelles permettent d'apurer le déficit (69 milliards) et de financer des dépenses sociales (44 milliards).

Les créations et défaillances d'entreprises en région Centre

AGENCE FRANCE ENTREPRENEUR

Evolution mensuelle : régions et départements

La création d'entreprises par région et département

Décembre 2016

	Décembre 2015	Décembre 2016	Janvier – Décembre 2015	Janvier – Décembre 2016	Evolution
Centre-Val de Loire	**1 261**	**1 188**	**14 490**	**14 412**	**- 0,5%**
18 - Cher	131	99	1 477	1 366	- 7,5%
28 - Eure-et-Loir	214	198	2 357	2 366	+ 0,4%
36 - Indre	84	90	1 047	986	- 5,8%
37 - Indre-et-Loire	338	291	3 755	3 752	- 0,1%
41 - Loir-et-Cher	163	180	1 834	1 840	+ 0,3%
45 - Loiret	331	330	4 020	4 102	+ 2,0%

Sous-total France Métropolitaine	*42 655*	*43 172*	*509 576*	*538 335*	*+ 5,6 %*

http://media.afecreation.fr/file/53/7/chiffres-dep_12-2016.97537.pdf

538 335 nouvelles entreprises ont vu le jour de janvier à décembre 2016 en France et **14.412 en région** mais **40 %** des créations enregistrées de janvier à décembre 2016 l'ont été sous le régime du micro-entrepreneur. Ces entreprises font parfois une concurrence déloyale à l'artisanat et nuisent à l'emploi.

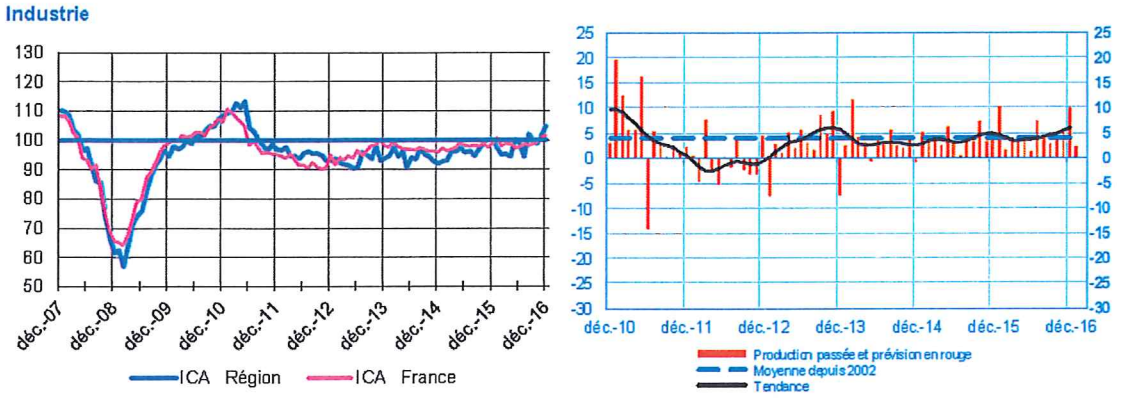
2.286 entreprises sont en redressement judiciaire en région Centre.

JUGEMENTS D'OUVERTURE DE PROCEDURES COLLECTIVES								
Région Centre-Val de Loire								
2016	**Bourges**	**Chartres**	**Chateauroux**	**Tours**	**Blois**	**Orléans**	**TOTAL**	**%**
Total demandes d'ouverture	**264**	**419**	**186**	**480**	**295**	**642**	**2286**	
Ouverture de sauvegarde	1	2	2	6	9	6	26	1,47%
Ouverturede redresement judiciaire	63	107	44	129	107	157	607	34,35%
Ouverture de liquidation judiciaire	124	100	42	32	32	81	411	23,26%
Ouverture de liquidation judiciaire simplifiée	5	83	57	196	109	165	615	34,80%
Ouverture sur résolution de plan	16	11	17	29	10	25	108	6,11%
Total d'ouvertures de procédures collectives	**209**	**303**	**162**	**392**	**267**	**434**	**1767**	**100,00%**
	11,83%	17,15%	9,17%	22,18%	15,11%	24,56%	100,00%	
2015	**Bourges**	**Chartres**	**Chateauroux**	**Tours**	**Blois**	**Orléans**	**TOTAL**	**%**
Total demandes d'ouverture	**285**	**440**	**176**	**362**	**347**	**763**	**2373**	
Ouverture de sauvegarde	3	7	4	14	6	7	41	1,88%
Ouverturede redresement judiciaire	70	112	46	140	126	340	834	38,15%
Ouverture de liquidation judiciaire	138	125	46	64	54	89	516	23,60%
Ouverture de liquidation judiciaire simplifiée	3	55	39	225	124	215	661	30,24%
Ouverture sur résolution de plan	34	18	20	39	4	21	136	6,22%
Total d'ouvertures de procédures collectives	**248**	**317**	**153**	**482**	**314**	**672**	**2186**	**100,00%**
	11,34%	14,50%	7,00%	22,05%	14,36%	30,74%	100,00%	
2016 / 2015	-15,73%	-4,42%	5,88%	-18,67%	-14,97%	-35,42%	-19,17%	
Sources Conseil National des Greffiers des Tribunaux de Commerce = http://www.cngtc.fr/fr/os-jugement-ouverture-procedure-collective.php?greffe=2801&courAppel=&mois_D=1&mois_F=12&annee=2016								
	Reconstitution CESER Centre-Val de Loire							

L'industrie

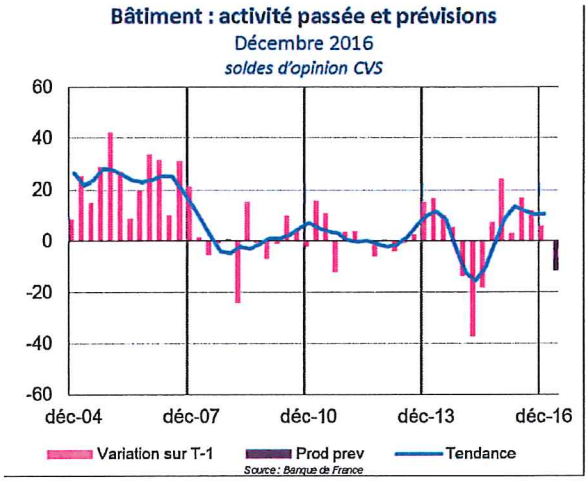
En décembre, la production industrielle s'est un peu améliorée particulièrement dans la chimie, la métallurgie et les équipements. **Les chefs d'entreprise prévoient une hausse modérée de la production en janvier. Mais la situation industrielle de la région ne cesse de régresser depuis 20 ans et ne se remet pas de la crise de 2008.**

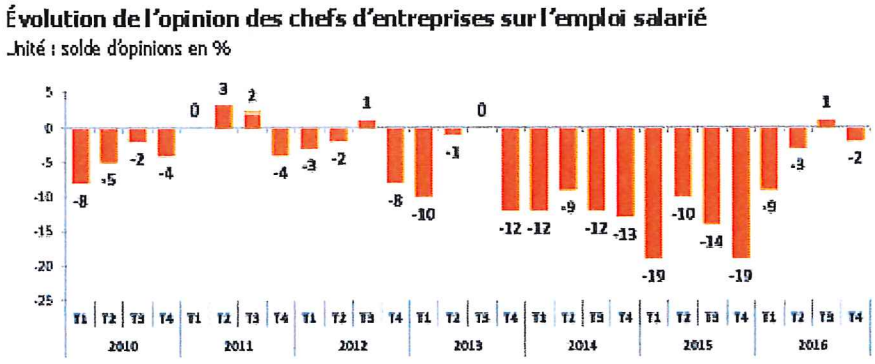
Opinion sur l'évolution de la production dans l'industrie*
Solde d'opinion en CVS-CJO

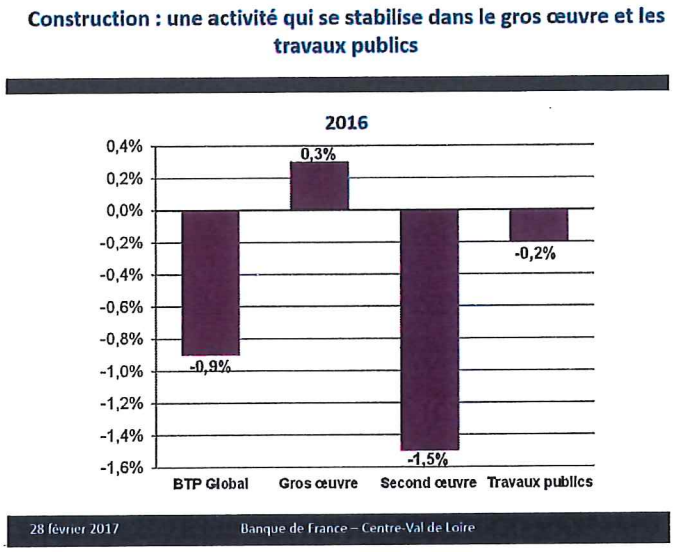


Le bâtiment et les travaux publics

La crise de la commande publique, qui représente 70% de l'activité du secteur, se poursuit. Y emplois ont été supprimés en x ans.







Le commerce

Plus d'un commerçant sur deux constate une **diminution de son chiffre d'affaires** entre le 4e trimestre 2016 et le 4e trimestre 2015. Cela est particulièrement marqué pour les commerces de culture-loisirs (62 % ont vu leur CA baisser). Cette tendance n'est pas spécifique au dernier trimestre, puisque le **CA de l'ensemble de l'année est également jugé inférieur à celui de 2015** par 48 % des commerçants. Le panier-moyen est resté globalement stable au cours du 4e trimestre, contrairement aux attentes des commerçants qui misaient sur des dépenses en hausse pour les fêtes de fin d'année. La situation financière est considérée comme normale par la moitié des commerçants, mais de réelles difficultés sont constatées dans tous les secteurs, à l'exception des grandes surfaces.

Conclusion

La région Centre Val de Loire aurait pu profiter du maintien de son périmètre dans la cadre de la loi NOTRe pour dynamiser son économie.

La CGT a convaincu le Conseil économique social et environnemental que les aides aux entreprises (30 millions d'euros) ont été inefficaces sur leur valeur ajoutée et sur l'emploi à l'exception des dividendes aux actionnaires.

La CGT a plaidé pour une rupture avec les politiques accommodante au grand capital pour au contraire imposer au système bancaire de financer l'économie réelle et l'investissement.

Les recettes pour recréer des emplois en qualité et en quantité sont connues :

- Favoriser l'économie réelle, l'emploi, les salaires, le social face à la tyrannie du capital
- Encourager massivement l'investissement en pesant sur le système bancaire, notamment la BPI et la Caisse des Dépôts qui sont des entreprises publiques. La création d'un pôle financier public en région comme au plan national est une urgence.
- Mettre en place en région un plan de relance pour la ré-industrialisation, pour la transition écologique, pour le logement et pour l'urgence sociale, pour dynamiser la commande publique
- Mettre en place une économie circulaire qui favorise les circuits courts et la réponse aux besoins vitaux des habitants.